

mes suffisamment étendues peuvent rendre rentable l'utilisation des machines qu'il faut aujourd'hui employer pour remplacer la main-d'œuvre disparue. Je m'unis donc aux autres députés qui ont appuyé la proposition d'amendement. Cette proposition est analogue aux nombreuses propositions que notre parti a présentées par le passé. Nous sommes, bien entendu, en faveur du commerce organisé sur une base rationnelle. Nous croyons même que lorsque nous ne pouvons pas obtenir des dollars en échange des produits agricoles dont certains pays d'outre-mer ont besoin, nous devrions accepter les devises en sterling et les faire valoir dans certains autres pays moins avancés économiquement, dans la zone du sterling. Nous pourrions attendre qu'on puisse nous remettre des dollars. Dans l'intervalle au moyen de notre régime financier nous assurerions aux producteurs du pays des revenus équitables et appropriés. On le fait dans d'autres pays et nous pourrions faire de même si nous le voulions vraiment.

Je tiens donc à dire, tant en mon nom personnel qu'en celui de ceux de notre groupe, que nous pouvons appuyer avec enthousiasme l'amendement qu'a présenté l'honorable représentant de Lake-Centre (M. Diefenbaker).

M. J. H. Blackmore (Leithbridge): Monsieur l'Orateur, on a beaucoup parlé d'objectifs en ce qui concerne des prix stables pour l'agriculture, mais il n'a pas beaucoup été question de techniques. Il doit y avoir un moyen de procéder, mais personne n'a dit comment on pourrait réaliser ces choses.

D'une façon générale, nous devons nous demander si nous allons augmenter notre production selon nos ressources et trouver ensuite une méthode efficace de mettre nos excédents à la disposition des habitants du monde qui en ont besoin, ou si nous allons restreindre la production selon l'aptitude financière de consommation de notre propre population en ne tenant compte qu'à l'occasion des besoins des gens moins fortunés des autres pays. Dans l'un ou l'autre cas, nous devons chercher à assurer des prix et des marchés stables.

On met aujourd'hui diverses techniques à l'essai. Comme exemple, nous pourrions examiner ce que font les États-Unis à l'égard de leur industrie du sucre.

Examinons certains faits relatifs à l'industrie américaine du sucre. Combien les États-Unis consomment-ils de sucre chaque année? Environ 100 livres par habitant, soit 8 millions de tonnes. Où les États-Unis obtiennent-ils leur sucre? A même leur propre production de betteraves sucrières, 1,700,000 tonnes, de canne, 500,000 tonnes; de possessions américaines, extérieures comme les îles Hawaii,

Porto-Rico et les îles Vierges, environ 2 millions de tonnes; de Cuba et des Philippines 3,700,000 tonnes et de faibles quantités d'autres pays.

Comment la répartition des approvisionnements entre ces différentes sources s'est-elle établie? C'est par suite de circonstances particulières aux États-Unis. Cuba est surtout un problème américain. Je donnerai plus tard quelques détails en vue d'élucider ce sujet. Les Philippines sont aussi surtout un problème américain. Dans la loi de l'indépendance des Philippines de 1936, on prévoit la garantie pour les Philippines d'un contingent de pas moins de 982,000 tonnes de sucre brut par année. Les États-Unis regardent les îles Hawaii, les îles Vierges et Porto-Rico comme des régions productrices de cannes à sucre de leur nation, bien qu'elles ne fassent pas partie de la masse continentale des États-Unis.

Quand et à la suite de quels événements les États-Unis ont-ils commencé à s'attaquer d'une façon logique à leur problème d'approvisionnement en sucre? Nous nous attaquons à notre problème sans méthode. La meilleure façon d'envisager la question est de rappeler certains faits de l'histoire cubaine en ce qui regarde le sucre. Quels sont ces faits? Les voici: Cuba, dès avant 1776 était un important fournisseur de sucre pour les États-Unis. Historiquement, l'économie cubaine dépend d'une seule récolte, celle du sucre. Le sucre forme 90 p. 100 des exportations de ce pays. Jusqu'en 1930, Cuba exportait plus de 70 p. 100 de son sucre aux États-Unis. Même avant que ce pays obtienne son indépendance de l'Espagne, l'économie de Cuba dépendait déjà des débouchés que lui fournissaient les États-Unis d'Amérique.

A la faveur de la guerre hispano-américaine, s'établirent des liens politiques uniques entre Cuba et les États-Unis.

L'amendement Platt au bill des crédits militaires dicté par les États-Unis en 1901, en tant que condition posée à l'évacuation par les forces armées américaines de Cuba, après la guerre hispano-américaine, a permis aux États-Unis...

... d'exercer le droit d'intervenir pour sauvegarder l'indépendance de Cuba, pour lui assurer un gouvernement capable de défendre convenablement la vie, la propriété et la liberté individuelle.

Outre ces rapports-là, il y avait certains rapports d'ordre économique entre Cuba et les États-Unis. Ces deux pays avaient, en 1903, ratifié un traité de réciprocité aux termes duquel...

le droit de douane grevant le sucre cubain serait de 20 p. 100 de moins que le droit douanier intégral.